

de quelques points de la foi Catholique. Le Protestantisme commence par protester contre l'abnégation de soi, contre le jeûne, contre l'ascétisme de l'Eglise Catholique, parce que le jeûne mortifie le corps, et que le Protestantisme aime à prendre soin du corps, à flatter et à satisfaire le ventre : puis, le Protestantisme en vient à protester contre le confessionnal, comme assujettissant à une démarche fort pénible et fort humiliante, attendu que le Protestantisme n'aime rien de ce qui est humiliant ou pénible. Il protesta encore contre quelques autres doctrines et quelques usages Catholiques. La controverse se continuant, le Protestantisme protesta contre un plus grand nombre de doctrines de l'Eglise, et en énuméra un peu d'ici, un peu de là ; et c'est ainsi qu'approchant de jour en jour et de plus en plus de l'Ultra-Protestantisme, ou de la négation universelle, il se jeta dans la philosophie d'Iffégel, consistant à nier toute chose et maintenant l'identité d'Être et n'Être Pas. Le Protestantisme, on l'élan de l'absurdité ne pouvait aller plus loin : il eût fini par protester contre lui-même en se niant lui-même, s'il en eût été capable ; mais nul ne peut nier son existence, puisque cette dénégation est elle-même une reconnaissance de ce qu'elle infirme.

« Mais il y eut pour moi des moments où mon croyance positive me paraissait nécessaire, où l'âme concevant sa réalité, je me reconstruisais un être rationnel et responsable et lié à l'accomplissement d'un devoir. Qu'importe ce que fissent penser et dire l'insouciance gâtée de la jeunesse, ou d'autres impressions de la vie : arrivent des moments tels pour chacun de nous, que nous sommes contraints de rentrer en nous-mêmes, de réfléchir sur ce que nous sommes et sur notre état moral.

« Je savais qu'il est un Dieu, qu'il m'avait créé, et que, par conséquent, je lui appartais, et tout ce qu'il m'avait donné. J'étais tenu de lui obéir, de vivre conformément à sa loi, à sa volonté, à son plaisir. Mais je ne lui avais pas obéi ; je savais, par la cri de ma conscience, que j'étais pécheur. La conscience même du péché est universelle ; toute la création gémit sous la malédiction du péché. La tradition universelle l'annonce. Tout ce que l'expérience des peuples inspire à la poésie est une élégie grave et mélancolique attestant cette triste vérité de la déchéance de l'homme courbé sous la condamnation de son péché. Me voici, je suis pécheur ; je ne puis le nier ; ma conscience l'affirme, et mon cœur est torturé par le remords. Mais je ne veux pas être pécheur ; je me décide à rompre avec le péché, à reconquérir l'état d'innocence ; cependant je succombe. Je reprends ma résolution, mais, à peine formée, je l'enfonce de nouveau. Je reconnais forcément qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme de se conduire par lui-même ; je me vois contraint, dans cette détresse de tout mon être, dans l'agonie convulsive à laquelle mon âme est en proie, de m'écrier : « Que finira-t-elle pour être sauvée ? »

« Dans ma détresse, j'ai recouru à mes frères Protestants, et je les interpelle : « dites-moi, dites-moi, oh ! veuillez me dire ce que je dois faire pour éteindre ces feux d'enfer qui déjà sillonnent dans mon cœur, pour en extirper le mal et pour parvenir au repos et au salut ? Ne me jouez pas avec de simples mots, mais, clairement, distinctement et franchement, répondez-moi. — « Croyez (appuyé) sur la foi de Jésus-Christ, » me disent-ils, « et vous serez sauvé. » — De tout mon cœur, mais, croire sur ou d'après Jésus-Christ, c'est croire quelque chose sur son autorité, c'est-à-dire, les vérités qu'il a révélées ou enseignées. Ces vérités, quelles sont-elles ? « Allez au Christ, » me répondent-ils encore, « et vous serez sauvé. » Mais, aller au Christ, c'est en venir à s'harmoniser moralement avec Lui, à ne faire qu'un avec Lui, à se mettre en état de vivre en Lui. L'embarras essentiel que j'éprouve c'est que je suis pas avec Lui dans une harmonie telle que je ne vis pas en Lui. Je suis mort dans les transgressions et le péché, et vous vous bornez à me dire : « Vivez, et vous serez allés vivants ! » Mon embarras est que je suis mort et ne puis vivre ; que je ne puis rappeler au moi la vie. Apprenez-moi de quelle manière je dois reprendre vie ; dites-moi où se trouve et quel est le pouvoir qui, s'adressant à ces ossements desséchés, les revêtira de chair, et leur donnera la vie ? Ne me répondez-vous pas ?

« Hélas ! le Protestantisme n'avait rien d'intelligible à répondre ; il me jouait avec des mots, retentissants il est vrai, mais de ces mots qui ne signifient rien. Il eût pu m'ordonner de joindre les mains et d'attendre qu'il plût au St-Esprit de régénérer mon cœur par son irrésistible influence ; mais il n'avait pas de sacrements, pas de médiateur fixe, certain, déterminé, par lequel il fût possible au pécheur d'arriver à la fontaine de vie, pas de canaux par lesquels la grâce pût lui être transmise et l'élever de son état de perdition au royaume du ciel.

« Voici, après tout, la raison prédominante de mon impuissance à persévérer dans la croyance protestante. Le Protestantisme ne pouvait satisfaire à mes besoins comme pécheur ; il ne pouvait me procurer le pardon des péchés commis, ni communiquer à mon cœur cette puissance de vie que mon Créateur exigeait de moi.

« Ce sont là quelques-unes des raisons « pour » que je ne suis point un Protestant ; il en est bien d'autres que j'avais ou l'intention de dire, mais sur lesquelles je me tais. Ma lecture prochaine répondra à cette autre question : « Pourquoi suis-je un Catholique ? »

(A continuer.)

Un sursis de deux semaines étant accordé à Marvill, l'on voit dans ce répit un augure favorable de la commination définitive de la peine de mort qu'il devait subir, en celle de la réclusion à vie dans le pénitencier.

NOUVELLES D'EUROPE.

Les dernières nouvelles reçues par le Steamer *Franklin* arrivé le 27 à New-York, se résument dans un court sommaire télégraphique en deux parties, dont l'intérêt n'égale pas la brièveté. Mais nos journaux de France contiennent de nouveaux décrets et de nouvelles mesures législatives de nature à contenir les masses, à favoriser leur bien-être matériel et même à populariser le gouvernement de Louis-Napoléon. Nous enregistrons ces faits. Mais l'abondance des matières nous prive aujourd'hui de le faire et de donner en même temps un résumé des événements qui se sont produits durant les derniers mois dans la situation politique de l'Europe.

Les derniers avis d'Angleterre annoncent que l'amiralité anglaise a reçu des nouvelles de l'expédition de Franklin. Le maître d'un navire marchand prétend avoir vu, au printemps 1851, deux vaisseaux engagés dans les glaces et en dérive vers le détroit, et il ne doute nullement que ces deux vaisseaux n'appartenaient à l'expédition de Sir Franklin.

La tranquillité règne en France (malgré les apparences de troubles qui se sont récemment manifestées dans le midi du territoire français). Il y aura le 12 mai une grande revue militaire à laquelle aura lieu la distribution des aigles, et à laquelle assisteront tous les régiments de la garnison de Paris.

Le Niagara est aussi de retour à New-York.

NOUVELLES RELIGIEUSES.

ROMA.

On a reçu à Rome, le 24 mars, la nouvelle officielle de la mort de S. Em. le Cardinal Bernetti, Cardinal-dimero du Saint-Léonard-Damaso et vice-chancelier de la sainte Eglise romaine. Ce prince de l'Eglise est mort le 11 mars à Fermo, où il était né le 29 décembre 1779. Il avait été fait Cardinal par le Pape Léon XII, dans le Consistoire du 8 octobre 1836. Ce Cardinal, était sans contredit l'un des membres du Sacre-Colège. Il a vu venir la mort avec cette fermeté calme et résignée qui avait caractérisé sa longue vie. Cette perte fait vaquer une des charges les plus considérables de la cour pontificale. Le poste de vice-chancelier de l'Eglise romaine est si élevé qu'on l'a toujours considéré comme le premier après le souverain-pontificat.

CONVERSIONS.—Madame Léonard Jackson, de Stockton-on-Tees, et sa fille Miss Harvey, ont été reçues dans l'Eglise catholique, le jour de St-Joseph, dans l'Eglise de Ste-Marie, Stockton-on-Tees. (Etats-Unis.)

Le *Pittsburgh Daily Gazette* du 21 mars, annonce qu'une croix, formée par des jets d'une lumière blanche blouissants, a été vue dans le Nord-Ouest le 19 février ; sa lumière était si vive qu'on pouvait ramasser par terre le plus petit objet. Puisque cette croix, n'être pas seulement un phénomène naturel, mais un signe que Jésus-Christ qui a racheté le monde par sa croix, veut établir son royaume dans cette partie de l'univers !

La cause de la Tempérance.

Les Conseils Municipaux du Bas-Canada sont-ils tenus d'approuver les Certificats qui leur sont présentés pour permission de leur auberge à compter du 1er Mai prochain ?

Telle est la question dont les nombreux intéressés se préoccupent depuis le 21 avril : que l'un des Conseils de la Reine, M. H. Driscoll, s'est cru fondé à la résoudre dans l'affirmative, en prononçant qu'en effet les Conseils Municipaux sont tenus d'approuver les certificats à être soumis à leur sanction pour tenir auberge à compter du 1er mai prochain.

Cette solution touche à des intérêts trop divers et, sans doute aussi, trop grands, pour que nous nous dispensions de rechercher quels motifs doivent en déterminer la justesse ou en faire ressortir l'inexactitude.

Voici d'abord l'opinion de M. Driscoll, telle que nous la trouvons formulée en langue anglaise dans le *Transcript* :

« *Extrait*.—Certains Conseils Municipaux du Bas-Canada ont passé des résolutions à l'effet d'approuver aucun des certificats pour auberge (licences) d'auberges, pour l'année qui commencera au 1er mai prochain.

« *Questions*.—Ces résolutions étaient-elles légales ? et, si elles ne le sont pas, à quel remède doivent recourir les personnes qui s'en trouvent lésées ?

« *Ordon*.—Evidemment ces résolutions étaient illégales. Le Statut Provincial 14, 15 Vic., ch. 100, sec. 5 et 6, impose aux Conseils Municipaux le devoir d'approuver ou de désapprouver tels certificats, lorsqu'ils leur sont soumis. Comme, au point de vue légal, leur désapprobation ne peut avoir d'autre fondement que l'incapacité du pétitionnaire, tout pétitionnaire compétent s'il est le droit d'obtenir l'approbation de son certificat. Aucun Conseil Municipal ne peut, par conséquent, se soustraire à ce devoir ou dénier ce droit. Comme particuliers, les membres qui le composent peuvent, non seulement aux yeux de la loi, mais loyalement, propager le principe salutaire de l'abstinence totale des liquides stimulants, de telle sorte que les aubergistes en arrivent à ne plus vendre, faute de rémunération ; mais, en qualité de conseil municipal, ils doivent approuver les certificats que leur soumettent des personnes compétentes, le pouvoir qu'ils ont de les rejeter étant strictement limité aux demandes qui peuvent être faites après que le nombre de certificats requis par les besoins des voyageurs et de la population locale, a été approuvé.

« A l'égard du remède, il se trouve dans un writ de Mandamus, qui (selon la forme prescrite par l'acte provincial 12 Vic., ch. 41, sec. 2, 12, 13 et 14), doit être émis par le pétitionnaire lésé, pour être signifié à la corporation municipale.

(Signé)

H. DRISCOLL,
Conseil, etc.

Montréal, 21 avril, 1852.

Ainsi, des deux sect. 5e et 6e de l'acte précité, sur lesquelles s'élevait l'opinion de M. Driscoll, on doit entendre qu'elles prescrivent aux Conseils Municipaux ce qu'ils ont à faire dans le cas de présentation de certificats pour permis de tenir auberge, et que ceux-ci n'ont à cet égard aucun pouvoir discrétionnaire. C'est

là le point fondamental de la décision qu'on vient de lire. Voyons enfin si les deux sections 5 et 6 de cette loi présentent en quelque chose à l'interprétation qu'en donne M. Driscoll :

« 5. Et qu'il soit statué, qu'aucune licence ne sera accordée à aucune personne pour tenir une auberge, taverna, hôtel de tempé, ou autre maison ou lieu d'entretien public, en quelque partie du Canada que ce soit, à moins que la personne qui la demande ne produise à l'inspecteur du revenu un certificat signé par cinquante électeurs municipaux de la paroisse, township ou ville, ou quartier de la cité dans lequel la dite maison d'entretien public est située et approuvé après une délibération régulière du Conseil municipal ou d'approbation du comité ou d'avis de comité ou de la cité, ville ou village incorporé dans les limites duquel la dite auberge, taverna, hôtel de tempé ou autre maison ou lieu d'entretien public doit être tenu, suivant la forme indiquée dans la cédule B, annexée à cet acte, et signé par le maire et le secrétaire du dit conseil ou corporation. »

Voici maintenant la cédule B ou le certificat plus haut indiqué :

« Le certificat précédent ayant été ce jour-là soumis au Conseil Municipal ou à la corporation de la cité, ville ou village incorporé dans les limites duquel la dite auberge, taverna, hôtel de tempé ou autre maison ou lieu d'entretien public doit être tenu, suivant la forme indiquée dans la cédule B, annexée à cet acte, et signé par le maire et le secrétaire du dit conseil ou corporation. »

« Lorsque le certificat est soumis conformément aux dispositions de la 6^e section.

« Le certificat qui précède pour auberge a été soumis ce jour-là, conformément à la 6^e clause de l'acte provincial 14 et 15 Victoria, chapitre 100, tous les contribuables par la paroisse. »

D'après l'énoncé de la section 5e, une délibération régulière doit avoir lieu pour que le Conseil, s'il se déclare favorable au pétitionnaire, ne décide qu'en parfaite connaissance de cause. Cette prévision est dans l'ordre comme elle est dans l'intérêt public ; elle rassure contre un péril social sans vouloir favoriser spécialement l'individu. Mais cette section ne prononce, ni implicitement ni dans les termes, que les qualifications personnelles du pétitionnaire doivent être l'objet de cette délibération du conseil ou la règle de sa décision. Le certificat prescrit est lui-même appuyé, comme on le voit, sur la délibération, nullement sur la capacité ou l'habileté relative du pétitionnaire. On ne saurait même dire que le conseil soit tenu de s'occuper des recommandations privées ou du mérite quelconque de l'individu. Enfin, dans cette section 5e, on ne trouve rien qui ne tende à conférer directement au Conseil le pouvoir d'octroyer la confirmation du certificat ou de le refuser, à sa discrétion.

Quant à la section 6e, elle est, ce semble, explicite à l'encontre de l'opinion de M. Driscoll :

« 6. Et qu'il soit statué, que si au jour fixé pour tenir une assemblée du conseil municipal, il n'y a pas de quorum présent, tout certificat dressé en la forme B, présentée par acte, soumis au dit conseil pour être considéré par le maire du dit conseil municipal et deux juges de paix n'étant pas conseillers municipaux, résidents dans la cité ou la maison pour laquelle le dit certificat sera accordé, et si, dans le cas de vacance dans la charge de maire, par trois juges de paix ; et le dit conseil ou le dit maire et juges de paix, ou les deux juges de paix, suivant le cas, pourront refuser de confirmer le dit certificat, suivant qu'ils le jugeront à propos. »

Si le Conseil Municipal peut refuser suivant qu'il le juge à propos, il lui est donc libre de confirmer un certificat qui lui est soumis ; mais il n'y peut être contraint en aucun cas. On remarque également dans cette clause l'absence même de la plus légère allusion à la capacité, en d'autres termes, aux qualifications personnelles du solliciteur d'un permis de tenir auberge. Sur quoi, demanderions-nous, s'appuie l'idée que le rejet ou la désapprobation du certificat doit être appuyé sur le défaut de qualification ou l'habileté du pétitionnaire ?

Le texte si clair de la loi que nous venons de citer, semblerait autoriser pleinement le contraire qui suit :

1^o. La capacité ou les qualifications individuelles du pétitionnaire, qui soumet un certificat au Conseil Municipal, n'est pas nécessairement la matière de ses délibérations.

2^o. Le Conseil Municipal a discrétionnairement le pouvoir d'accorder ou de refuser la confirmation des certificats qui lui sont soumis, suivant qu'il le juge à propos.

L'importance de cette question nous obligera d'y revenir au plus tôt, surtout en considération de ce que le savant jurisconsulte de qui émane l'opinion qu'on vient de lire, essaie, dans la *Minerve* de ce matin, de la maintenir par une série de raisonnements qui ne nous semblent pas appuyés sur la lettre non plus que sur l'esprit de la loi qu'il s'agit d'interpréter.

CORRESPONDANCES.

[Nous recevons de « M. le Président et Secrétaire de la Société de Tempérance de la Paroisse St-Eustache, » la note suivante à la date du 23 avril :]

« Tout le monde, on plutôt les amis de la morale publique et qui veulent réellement le bien de leurs concitoyens, avoueront que la loi en force qui regarde les octrois de licences d'auberge et autres, est inéluctable dans beaucoup de circonstances et ne peut réprimer les abus de l'intempérance.

« Pour atteindre le noble but que ces amis du bon ordre ont en vue, le concours général est hautement réclamé. Il devrait y avoir une grande unité d'action entre eux ; et, pour combattre leur redoutable ennemi qui se présente sous tant de faces diverses, l'intempérance, ils ont besoin d'une concentration de tous leurs efforts énergiques et constants, et même, nous sommes fermement convaincus que cela est absolument nécessaire. C'est pourquoi nous sentons tout l'apropos de nous adresser à la presse pour avoir son appui bienveillant, et pour, par son canal, faire part au public de nos sentiments.

« Nous pensons donc que le Conseil Central de la Société de Tempérance du diocèse de Montréal devrait être prié de convoquer une assemblée à Montréal des présidents ou vice-

présidents, ou secrétaires de toutes les sociétés de tempérance du Bas-Canada ou de leurs amis, à un jour fixé d'entre les premiers jours de l'ouverture de la navigation. Cette assemblée pourrait nommer un comité qui serait chargé de préparer un projet de différents articles d'amendements à l'acte ci-dessus cité ; lequel projet serait ensuite le sujet de pétitions signées par tout le Bas-Canada et adressées aux trois branches de la législature.

Nous avons l'honneur d'être, etc. »

Supériorité au détriment de la Santé Publique.

M. le Rédacteur,

Tant que certains bouchers persisteront à vendre du Taureau sur les marchés de cette ville, de la mauvaise viande, du veau trop jeune, je reviendrai à la charge pour les dénoncer à l'indignation publique. C'est une honte de tromper le public comme le font quelques bouchers qui ouvertement vendent comme bon bœuf ce qu'ils savent être du taureau, et comme v. n. de trois à quatre semaines, des veaux qui n'ont pas le même nombre de jours.

Le pauvre est exposé à manger de la viande d'innombrables maux de maladie ou lais peut-être qu'ils étaient malades. Qu'on ne vienne pas dire que je veux en imposer au public, que ceux qui sont coupables ne me mettent pas au défi, car je ferais connaître leurs noms. Je suis un boucher qui a vendu six à sept quartiers de veau pour trente-six à quarante sols ; j'en puis s'imaginer si pareille viande pouvait être bonne pour la santé. J'ai été informé que les médecins ont eu moins de malades durant le carême qu'ils n'en avaient eu avant, et j'en ai dit aussi que les fossoyeurs avaient inhumé moins de morts durant ce temps qu'ils ne l'avaient fait auparavant. Tous les jours il se vend de la mauvaise viande sur nos marchés ; la plupart des veaux qui sont tués sont tellement jeunes que c'est à peine si les tanciers veulent en acheter les peaux, ils trouvent avec raison qu'elles ne valent rien. Quelqu'un dira peut-être : mais que fait donc le clerc du marché, pourquoi ne confisque-t-il pas cette mauvaise viande ? Je réponds que le clerc du marché fait son devoir de son mieux, mais qu'il ne peut pas être forcé de tout savoir et tout connaître. Pour distinguer la viande du taureau de la viande d'un autre bœuf, il faut avoir de l'expérience en cette matière, et il serait à propos que la corporation fit choix d'une personne dans les connaissances de laquelle elle pût reposer confiance, et qu'elle nommât cette personne inspecteur de viandes.

Le plus mince quart de veau soufflé paraîtra d'une bonne condition à une personne expérimentée, qui le croira à raison de sa grosseur apparente un quartier de veau de trois semaines ; tandis que l'animal sera mort sous le cou avant d'avoir vécu trois jours. Ensuite le souffleur peut n'être pas toujours un homme propre ; il peut chiquer en soufflant, souffler après avoir bu ou encore souffler lorsqu'il est malade de n'importe quelle maladie. Je soumetts ces quelques réflexions aux citoyens de Montréal.

J'en connais un bon nombre qui préfèrent ne pas acheter de bœuf lorsque leurs bouchers n'en ont pas à vendre que de s'exposer à manger du taureau. Le public est trompé indignement en achetant de cette viande et les bouchers qui tiennent à ne pas transgresser leurs devoirs sont lésés par ces vendeurs de mauvaises viandes qui peuvent, à côté d'eux, vendre meilleur marché et leur enlever leur pratique. Comme je suis, M. le Rédacteur, que vous aimez à manger un bon morceau et que vous pouvez comme les autres être trompé après avoir payé le prix raisonnable, je me permets de revenir encore sur le sujet, si l'on persiste à vouloir empoisonner le public comme on le fait depuis longtemps.

UN CITOYEN.

Un breuvage salubre.

Il n'est pas de saison où l'eau des fontaines et des rivières soit d'un usage plus préjudiciable qu'au printemps. La fonte des banes considérables de glaces et les bouleversements qu'elle produit dans les fleuves, expliquent les qualités malsaines de l'eau que l'on y puise à cette époque de l'année. Aussi l'usage de cette eau est-il une source féconde de maladies et d'affections morbides, comme le démontre l'expérience. Les personnes qui auraient examiné une simple goutte d'eau du printemps à l'aide d'un excellent microscope, ont vu la quantité d'animalcules qu'elle renferme par l'effet de ces qualités insalubres. Il est inutile de rappeler ici tant d'autres impuretés qui accidentellement ou par le résultat de causes naturelles, rendent dangereuse, ou du moins nuisible à la santé, l'usage de l'eau commune. Si l'habitude d'en boire semble prévaloir contre les indispositions qu'elle cause aux personnes qui n'en font pas ordinairement usage, il n'en faut pas conclure qu'elle n'est pas mauvaise dans ses effets généraux sur la constitution. C'est un fait certain que le système animal fait par se familiariser avec toute espèce de chose. Dans quelques parties de l'Allemagne, les gens prennent de l'arsenic, et ils ne paraissent pas en souffrir, bien que la quantité qu'ils en absorbent suffirait pour tuer une douzaine de personnes qui ne pratiqueraient pas la chose ; mais l'arsenic n'en est pas moins un poison, et il doit finir par tuer ceux-là comme il en tuerait d'autres, sans seulement la lenteur avec laquelle il opère à raison du fréquent usage, tandis qu'il agit promptement sur les constitutions qui n'y sont point préparées. Il en est de même de l'eau malsaine que l'on s'accoutume à croire potable. Elle est une sorte de poison, et malgré que le système paraissent s'y prêter, il ne laisse pas d'être à la longue détruit par elle. Maintenez à l'eau un peu à dire qu'un breuvage qui doit servir à l'usage ordinaire et être le pré-aveu de l'eau ne paraît pas cher, surtout à raison de sa délicatesse reconnue, et quelques gallons que l'on en consommait à cette saison, peuvent éventuellement épargner une dépense de quelques centaines de francs. Cette observation doit être comprise des chefs de familles et des maîtres d'établissements. Les hôteliers, principalement, ont intérêt à se procurer de cette eau minérale, si agréable et salubre, car il serait à peu près cruel de traiter leurs hôtes à l'eau du St-Laurent.

L'Eau de PLANTAGÈNE, toujours fraîche, est offerte au Dépôt, No. 4, Place d'Armes, Montréal.

« D' » paraîtra au prochain numéro.

Décédés.

Le 27, au couvent de la Congrégation de N. D. de cette ville, la Royale Sœur Marie Carpentier, dite Sœur Ste-Isidore, âgée de 24 ans, 1 mois, 17 jours, après avoir passé en religion 4 ans, 7 mois, 19 jours.

A Berthier, le 18 avril. Louis Boucher, à l'âge véritablement patriarcal de cent dix ans, ayant presque toujours joui d'une santé florissante.

Voici les différentes époques de sa longue carrière : A l'âge de 17 ans, il laissa le Canada pour voyager dans les pays lointains. Il y demeura 50 ans sans revenir. Après ce temps il revint dans sa paroisse, s'y maria et y demeura deux ans, après quoi il retourna encore dans le Nord, pour l'espace de six ans. Enfin il descendit à Berthier, pour y vivre encore 35 ans, n'ayant dans tout ce temps, été arrêté que deux années, au bout desquelles il rendit paisiblement son âme à Dieu, avec les sentiments d'un vrai chrétien ayant jusqu'à la fin conservé son entier jugement. — Communiqué.

Le 21 du courant, à l'âge de 41 ans, après de longues et douloureuses souffrances, supportées avec résignation, Sieur Anselme Hardy, marchand de Québec.

Salle du Marché Bonsecours.

SOIRÉE LITTÉRAIRE ET MUSICALE.

UNE jeune Société Canadienne d'Amateurs donnera Mardi, le 4 Mai prochain, une Soirée Littéraire et Musicale, sous le Patronage des Dames Canadiennes, dans la nouvelle Salle du Marché Bonsecours, qui sera préparée à cet effet.

Cette soirée se composera d'une étude historique et littéraire qui a pour titre « Louis Routh et Louis Napoléon » et qui sera donnée sous forme de « Lecture publique, » par un jeune Canadien, Louis RICARD, écrivain.

A cette lecture paraîtra pour la première fois en public, un nouvel Orchestre de jeunes Canadiens au nombre de 30, qui exécuteront pendant la soirée.

Entrée libre pour les Dames, et 30 sous pour les Messieurs. La séance commencera à 8 heures précises.

INSTITUT-CANADIEN.

CONFORMÉMENT à l'article X de la Constitution, les élections statutaires des Officiers, faisant le Comité de Régie de l'Institut Canadien, auront lieu le 6 mai prochain.

Par ordre,

HECTOR FABRE,

S. A. I. C.

INSTITUT-CANADIEN.

AVIS

Les résolutions suivantes ont été adoptées à la séance du 22 courant par l'Institut Canadien :

1^o. Qu'en conséquence de l'agrandissement du local, la salle de l'Institut soit mise à la disposition de la Société des Instituteurs, de la convention sur la Tenue Scolaire et de la Société d'Agriculture du district de Montréal, pour y tenir leurs assemblées de temps à autre. Que ces résolutions soient publiées dans les journaux français de cette ville.

Par ordre,

HECTOR FABRE,

S. A. I. C.

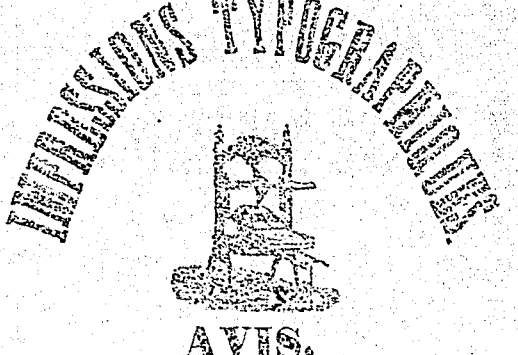
AVIS AUX INSTITUTEURS.

MM. les membres du Bureau des Examineurs de l'Institut, du district de Montréal, s'assembleront à la Salle d'École de l'Évêché, samedi le 13 Mai prochain, à 9 heures précises A. M. pour procéder à l'examen des Instituteurs qui désirent si pourvoir d'un diplôme.

F. X. VALADE,

S. B. E.

Longueuil, 26 avril 1852.



(N'imprimez à cet établissement)

UN CITOYEN.
ADRESSES,
CATALOGUES,
CIRCULAIRES,
INVITATIONS,
BANTES DE VISITE.
Et Ouvrages de toute espèce.

Le tout est exécuté sur bon papier, avec caractères neufs et dans le dernier goût. Tous les ouvrages demandés seront livrés à l'heure convenue et à des prix TRÈS-MODÉRÉS. S'adresser à l'IMPRIMERIE des *Mélanges Religieux*, Montréal, 20 avril 1852.

MOIS DE MARIE.

NOUVELLE Édition, augmentée des prières de la Messe, des Vêpres des Dimanches, Chemin de la Croix, etc., avec jolie reliure.

Prix 75. Cts. la douzaine.

A vendre chez

E. R. FABRE & C^{ie}.

N^o 3, Rue St-Vinc.

16 avril 1852.

CHAPEAUX FRANÇAIS.

LES soussignés, ayant l'intention de discontinuer l'importation et la vente des CHAPEAUX FRANÇAIS, offrent ceux qui leur restent à QUATRE PIASTRES. Les chapeaux sont de la première qualité, et peuvent parfaitement convenir aux messieurs du clergé, par leur forme.

E. R. FABRE & C^{ie}.

16 avril 1852.

PROMAGE DE GRUYÈRE, 1^{re} qualité, prix 1/3 la livre, à vendre chez

E. R. FABRE & C^{ie}.

16 avril 1852.

MOIS DE MARIE.

OU

LE MOIS DE MAI.

ON trouvera chez le soussigné une jolie édition du Mois de Mai, consacré à la Mère de Dieu, par F. J. L. Missionnaire. Cet ouvrage contient tout ce que la dévotion, de prières et d'exemples, l'histoire de la Sainte-Vierge, les prières durant la Messe, les prières du dimanche, le Chemin de la Croix, etc., etc.

J. B. ROLLAND.

No. 24 Rue St-Vinc.

Montréal, 6 avril 1852.